

# Questions Ouvertes



## Aujourd'hui la Chine

Ouvrage collectif coordonné par Fabrice DULERY

# Sommaire

|               |   |
|---------------|---|
| Préface ..... | 6 |
|---------------|---|

## Identité et mémoire

|  |    |
|--|----|
| 1 Entre légendes et réalités, quelles sont les origines de la civilisation chinoise? ...                                   | 8  |
| 2 Quels fondements politiques pour un Empire unifié? .....   | 12 |
| 3 La Chine impériale fut-elle un Empire immobile ou ouvert sur le monde? .....   | 14 |
| 4 L'écriture chinoise est-elle un obstacle à la modernité? .....   | 20 |
| 5 Comment les rapports avec l'Occident au XIX <sup>e</sup> siècle aident-ils<br>à comprendre la Chine d'aujourd'hui? ..... | 24 |
| 6 Que représentent Mao et la période maoïste pour les jeunes générations? .....  | 30 |
| 7 Que signifie « être chinois » dans le monde du XXI <sup>e</sup> siècle? .....  | 36 |
| 8 La mobilisation du passé peut-elle aider le pouvoir à mieux contrôler<br>le présent? .....                               | 42 |
| 9 Jeux olympiques et Exposition universelle sont-ils les vitrines<br>d'une puissance retrouvée? .....                      | 46 |

## Un pouvoir fort: le politique face à la société

|   |    |
|---|----|
| 10 Pourquoi parle-t-on d'une « transition à la chinoise »? .....  | 48 |
| 11 Quelle est la nature du régime politique chinois? .....  | 54 |
| 12 Peut-il y avoir une société civile durable en Chine? .....   | 58 |
| 13 Y a-t-il des médias libres en Chine? .....   | 64 |
| 14 Quelle est la place des minorités ethniques dans la nation chinoise? .....                           | 68 |
| 15 La société chinoise est-elle gangrénée par la corruption? .....                                      | 74 |
| 16 La Chine évolue-t-elle vers un État de droit? .....  | 78 |
| 17 Comment la Chine traite-t-elle ses « déviants »? .....   | 82 |
| 18 Pourquoi une réforme du système de santé est-elle urgente? .....                                     | 88 |
| 19 La religion est-elle toujours contrôlée par l'État? .....  | 92 |
| 20 La Chine est-elle en mesure de faire face aux risques majeurs?<br>Le cas du séisme de Wenchuan. .... | 96 |

## La nouvelle société chinoise

|   |     |
|---|-----|
| 21 La politique de l'enfant unique est-elle obsolète? .....   | 98  |
| 22 Genres et générations: quels bouleversements? .....  | 102 |
| 23 Le système éducatif chinois favorise-t-il l'accès à une vie meilleure? .....                                   | 106 |
| 24 Les travailleurs migrants sont-ils bâtisseurs de la société harmonieuse<br>ou victimes du développement? ..... | 112 |
| 25 Vivre à la campagne est-il un handicap irrémédiable? .....   | 118 |

|    |  |     |
|----|--|-----|
| 26 | Le XXI <sup>e</sup> siècle sera-t-il celui des urbains ?   | 122 |
| 27 | L'urbanisation harmonieuse est-elle un rêve ou une réalité ?                                     | 126 |
| 28 | La classe moyenne chinoise existe-t-elle ?   | 130 |
| 29 | Entre tourisme et redécouverte de l'espace urbain,<br>que font les Chinois de leur temps libre ? | 136 |
| 30 | Quelles évolutions dans les pratiques alimentaires chinoises ?                                   | 138 |
| 31 | L'art contemporain, miroir ou outil de contestation<br>de la nouvelle société chinoise ?         | 142 |
| 32 | Quelle est la marge de création pour le cinéma, la télévision et la littérature ?                | 146 |

## Une grande puissance à l'épreuve de la mondialisation

|    |   |     |
|----|---|-----|
| 33 | Les régions chinoises, reflets de l'insertion inégale de la Chine<br>dans la mondialisation ? | 150 |
| 34 | La deuxième puissance économique mondiale est-elle<br>encore un pays émergent ?               | 154 |
| 35 | Le « miracle économique chinois » est-il un atout ou une menace ?                             | 156 |
| 36 | L'impératif de développement durable : la Chine peut-elle sauver la planète ?                 | 162 |
| 37 | Comment la Chine affronte-t-elle les défis de l'eau ?   | 168 |
| 38 | Quelle est la place de la Chine dans la mondialisation des flux migratoires ?                 | 172 |
| 39 | Les centres Confucius à l'étranger sont-ils le symbole du <i>soft power</i> chinois ?         | 176 |
| 40 | La <i>Chinafrique</i> , mythe ou réalité ?  | 178 |
| 41 | La Chine du XXI <sup>e</sup> siècle, superpuissance asiatique ?                               | 180 |
| 42 | La Chine est-elle en mesure d'exercer un futur leadership mondial ?                           | 184 |

## Documentation cartographique

|  |     |
|--|-----|
| Annexe 1 - La Chine administrative                 | 188 |
| Annexe 2 - Le boom des villes chinoises            | 189 |
| Annexe 3 - Axes de développement                   | 190 |
| Annexe 4 - Contraintes et risques environnementaux | 191 |

|               |     |
|---------------|-----|
| Bibliographie | 192 |
|---------------|-----|

|                                |     |
|--------------------------------|-----|
| Index des noms, lieux, notions | 195 |
|--------------------------------|-----|

## Préface

« La Chine obscurcit, mais il y a clarté à trouver ; cherchez-la », disait Pascal. Une telle phrase pourrait s'appliquer à l'écriture chinoise et à son apprentissage, dont la foisonnante richesse peut être source de motivation inextinguible pour qui veut aller au-delà des terres connues, au-delà du miroir des systèmes graphiques familiers et transparents, mais qui peut être tout aussi bien point de départ d'une quête sans jalons ni rivages. L'affirmation pascalienne peut également renvoyer en écho à l'immensité plurielle d'une histoire, d'un espace, d'une production littéraire et artistique de grande richesse, d'une approche du monde, d'une réalité forte et incontournable du XXI<sup>e</sup> siècle : celle du pays continent Chine.

La réalité chinoise (et, au demeurant, celle de la langue chinoise et de son apprentissage) a souvent été obscurcie par l'irrépressible propension humaine à réduire l'inconnu aux choses connues, par les couches de sédimentation des représentations sociales et individuelles et par le fait que la Chine a concentré vers elle nombre de projections idéalisées ou, à l'inverse, nombre de visions diabolisantes.

À l'évocation de la Chine, ce sont les mots de mystère et d'altérité qui depuis longtemps, à tort ou à raison, reviennent en écho. Déclinés ici de façon incantatoire et systématique, là au contraire réduits à de simples et paresseux clichés, là encore colorés d'un culturalisme douteux, toujours est-il que dans ces cas de figure, il n'y a pas souvent eu exploration des sources qui irriguent ces représentations. Mystère et altérité. Pourquoi, au fait ? Parce que la Chine est la terre de tous les contrastes, du désert de Taklamakan aux sommets himalayens, des steppes mongoles aux rizières du Guangdong, de la chaleur tropicale de l'île de Hainan à l'hiver sibérien de Manchourie ? Parce que l'on y trouve tout à la fois ces montagnes Huangshan aux contours de bonsaï, entourées de brumes mouvantes et silencieuses, et les agressives concentrations urbaines des nouvelles zones économiques ? En raison d'un clivage entre une Chine du Nord, jaune et sèche, paysanne, lente et traditionnelle, et celle du Sud, verte et humide, commerçante, active et ouverte aux influences extérieures ? Parce que l'on y conjugue à la fois l'infiniment grand des milliers de kilomètres de la Grande Muraille et l'infiniment petit de quelque dix mille caractères gravés sur un minuscule éventail en ivoire ? Autant de questions ouvertes, et d'autres encore : pourquoi est-ce dans un pays où la main d'œuvre est à l'époque déjà abondante que l'on y invente la brouette ? Pourquoi est-ce dans ce même pays, qui ne

connaît pas le grand bond vers la commodité de l'alphabet et où sont en usage les sinogrammes, que l'on invente pourtant les caractères mobiles d'imprimerie ?

Au nombre des grands mérites de cet ouvrage, il est celui de permettre aux apprenants et aux enseignants d'appréhender et de faire appréhender la Chine à travers une mise en perspective et un sens du relatif qui ne se démentent pas tout au long des questions posées. De l'interrogation sur la nature du régime politique chinois à l'évolution des habitudes alimentaires des Chinois, de la Chinafrique à la question de l'existence d'une classe moyenne, de l'émergence de l'art contemporain à la politique linguistique chinoise, les questions et les réponses signent la lucidité du regard posé sur une réalité en mouvement, plurielle et complexe.

Longtemps, la Chine a fait figure de trou noir des programmes scolaires. Le présent ouvrage aura eu à cœur, comme le dit le proverbe, de chercher la bougie plutôt que de maudire l'obscurité. Il l'a trouvée, et la lumière se faisant, le lecteur peut avancer d'un pas assuré vers ces questions ouvertes sur la Chine...

Joël BELLASSEN  
Inspecteur général de chinois

## Que représentent Mao et la période maoïste pour les jeunes générations ?

**La proclamation de la République populaire de Chine le 1<sup>er</sup> octobre 1949 par Mao Zedong met fin à un siècle « d'humiliation étrangère » et quatre années de guerre civile. Mao apparaît comme l'homme de l'unité et de la paix. Suivent trente années au cours desquelles la recomposition de la société laisse la place à l'utopie meurtrière. Le non-dit et l'amnésie qui entourent cette période dite maoïste n'ont pas permis aux jeunes générations d'exercer un « droit d'inventaire ». Cependant, l'icône semble érodée tant par la réflexion critique issue de la société que par le culte routinier et marchand dont elle est l'objet.**

### L'auteur de son propre mythe (1921-1949)

Les mécanismes de la propagande pourraient laisser penser que Mao a toujours été le leader du Parti. Il est effectivement présent au premier congrès qui se tient clandestinement à Shanghai en 1921, mais à ses débuts, le Parti est un groupuscule qui ne compte que 57 membres. Le jeune instituteur hunanais débarqué à Pékin en 1918 demeure un modeste agitateur politique puis un cadre de second plan au cours de la période d'alliance avec le Guomindang. En 1927, Tchang Kai-shek, nouvel homme fort du parti nationaliste, consomme la rupture avec les communistes par le massacre de Shanghai. Après une série de révoltes urbaines manquées, Mao est l'un des premiers à comprendre le rôle que peut jouer la paysannerie comme force principale de la



© F. Duléry

Statue de Mao à Chengdu.

révolution dans une Chine dépourvue de classe ouvrière. Adeptes de la guérilla, il estime que les campagnes doivent encercler les villes, et les bases rouges rurales servir de point de départ à la conquête du pouvoir « au bout du fusil ». Neutralisé par ses adversaires politiques dans le soviet du Jiangxi, il faudra attendre la Longue Marche pour qu'à l'issue d'un renversement d'alliances Mao prenne les rênes du Parti au cours de la conférence de Zunyi de janvier 1935. Il écarte définitivement ses rivaux pendant la période de Yan'an (1937-1945).

Dans la base du Shaanxi, véritable laboratoire, Mao élabore sa doctrine, un socialisme pragmatique aux couleurs chinoises (malgré des liens très étroits maintenus avec l'URSS de Staline). Il met au pas les intellectuels et l'appareil du Parti grâce à la campagne de rectification du style (1942), puis instaure dans la foulée les premiers éléments du culte de la personnalité. Mao construit son aura internationale grâce au livre du journaliste américain Edgar Snow, *Étoile rouge sur la Chine*. La publication des œuvres choisies et l'élaboration de la « pensée Mao Zedong » sont accompagnées de portraits et de chants à la gloire du président. Poète, calligraphe, doctrinaire, Mao est l'artisan de son propre mythe, célébré comme le symbole de la résistance contre le Japon, puis fondateur de l'unité nationale retrouvée au terme de quatre années de guerre civile contre le Guomindang (1945-1949).

### Le bâtisseur autoritaire : 1949-1956

Dans les premières années de la République populaire de Chine, après une courte période d'unité démocratique destinée à rassurer la population et les élites économiques, le PCC renforce son emprise en multipliant les instances d'encadrement de la société. L'unité de travail (*dānwèi*\*) concentre dans un même lieu production, logement et loisirs. Chaque individu se voit attribuer un dossier (*dàng'àn*) alimenté par les cadres du comité de quartier et dans lequel sont consignés ses moindres faits et gestes. Très vite, le primat de la lutte des classes reprend le dessus. Au cours de la réforme agraire (1950), les terres confisquées aux propriétaires terriens sont redistribuées aux paysans pauvres. De nombreux ennemis de classe sont exécutés au terme de procès publics spectaculaires (un million de morts). Une série de campagnes renforce le quadrillage idéologique de la population, aboutit à l'élimination de la bourgeoisie urbaine et à la nationalisation des entreprises. Malgré les excès reconnus de cette période, le régime actuel en retient le redressement national. Enfin en paix à l'intérieur de ses frontières, la Chine a réussi sa reconstruction grâce à

**Dānwèi** : unité de travail créée dans les années 1950, qui encadrait le travail, l'habitat, les loisirs et tous les aspects de la vie quotidienne. Elle avait aussi un rôle essentiel dans la diffusion des politiques publiques et permettait l'encadrement social, éducatif et administratif des populations.

l'aide soviétique. Au grand voisin elle emprunte alors le modèle de la planification économique et le développement de l'industrie lourde. La loi sur le mariage et la lutte contre l'illettrisme donnent l'image d'un régime progressiste. La Chine s'affirme enfin sur la scène internationale en allant combattre les Américains en Corée (1950-1953) et en étendant son influence dans le tiers-monde grâce à la diplomatie de son Premier ministre Zhou Enlai, présent à la conférence de Bandung. « Si Mao était mort en 1956, il ne fait aucun doute qu'il eût été un grand dirigeant », écrit Chen Yun en 1979.

### Le visionnaire aveugle (1957-1976)

L'escalade vers l'utopie comporte trois phases.

En 1956, la déstalinisation lancée par Khrouchtchev fait l'effet d'une bombe. Pour contrer le vent de libéralisation qui agite les sphères intellectuelles, et consolider un pouvoir contesté par des dirigeants plus pragmatiques, Mao utilise la tactique éprouvée qui consiste à « faire sortir les serpents de leurs trous ». Il invite la population à exprimer ses rancœurs à l'encontre du Parti, à l'image des penseurs de l'Antiquité : « *Que Cent Écoles rivalisent, que Cent Fleurs s'épanouissent* ». Dans la foulée des Cent Fleurs, les intellectuels trop critiques sont réprimés au cours de la campagne antidroitière. Des coupables sont désignés arbitrairement pour répondre à une politique de quotas. Ils vont grossir le flot des condamnés au *láogǎi* (camp de réforme par le travail). 10 % des membres du Parti sont victimes de la répression. Les Cent Fleurs entérinent la rupture des intellectuels avec Mao et annoncent la fin de l'alliance avec l'URSS qui aura lieu en 1961.

Au cours de l'étape suivante, le Grand Bond en avant (1958-1961) doit permettre à la Chine de rattraper en quinze ans le niveau de production industrielle du Royaume-Uni. Mao veut accélérer le passage au socialisme. Il mise sur la volonté collective du peuple chinois, « page blanche sur laquelle on peut écrire les plus belles choses » et duquel tous les sacrifices peuvent être exigés. La population est enrégimentée dans les communes populaires créées en 1956. Répartis en brigades, hommes et femmes travaillent jour et nuit dans les champs. C'est le temps des cantines collectives et des hauts-fourneaux qui fleurissent dans tout le pays pour accroître la production d'un acier qui, au final, s'avérera inutilisable. Les champs sont désertés et les récoltes médiocres de 1959 et 1960 pourrissent sur pied. La suspension de l'aide soviétique, la publication de statistiques faussées par des cadres apeurés font le reste. L'expérience se solde par la plus grande famine mondiale du XX<sup>e</sup> siècle : 30 millions de morts et des cas de cannibalisme. Seule la voix du maréchal Peng Dehuai s'élève pour dénoncer la folie du Grand Bond, il est purgé en 1961.

La dernière utopie maoïste est la Grande Révolution culturelle prolétarienne lancée en 1966 pour reprendre un pouvoir ébranlé après le Grand Bond. En s'appuyant sur une jeunesse fanatisée, et sur une faction conduite par son épouse Jiang Qing et le chef de l'armée Lin Biao, qui a fait préalablement publier « le petit livre rouge », recueil des citations du président, Mao encourage les étudiants à « faire feu sur le quartier général », c'est-à-dire à critiquer les dirigeants du Parti, dont les plus éminents, Liu Shaoqi et Deng Xiaoping, suspectés de penchant capitaliste. Ces derniers sont purgés en 1967. Liu Shaoqi meurt en prison faute de soin en 1969. Les jeunes, transformés en gardes rouges du président Mao, humilient et torturent les représentants de l'autorité, intellectuels, enseignants et cadres, au cours de réunions de lutte. Parmi les milliers de victimes, l'écrivain Lao She. Les livres sont brûlés, temples et monuments, symboles de l'ancienne société, sont saccagés. Des combats à l'arme lourde ont lieu dans certaines villes entre factions rivales. L'homme nouveau socialiste doit éliminer tous les éléments bourgeois, les « quatre vieilleries » : vieilles idées, culture, coutumes et habitudes. Le culte de la personnalité est porté à son paroxysme. La journée de chaque Chinois est structurée autour de rituels : elle commence par trois saluts face au portrait de Mao, suivis de la lecture du petit livre rouge. À midi, il faut remercier le Grand Timonier pour sa bonté. Le soir, après lui avoir confié les succès et les échecs de la journée sous forme d'autocritique, il reste à lui présenter les objectifs du lendemain.

La Révolution culturelle, devenue incontrôlable, s'achève sur l'envoi massif de la jeunesse urbaine à la campagne à partir de 1969. Ces jeunes instruits, membres de la génération sacrifiée, ne pourront retourner en ville qu'après la mort de Mao qui a lieu en septembre 1976. Celle-ci survient deux mois après le tremblement de terre de Tangshan, signe annonciateur d'un bouleversement à venir, et huit mois après celle de son Premier ministre Zhou Enlai qui suscite le 5 avril, jour de la Fête des morts, des manifestations populaires place Tian'anmen contre « la bande des Quatre » (Jiang Qing et trois autres dirigeants) au pouvoir avec le soutien de Mao.

L'arrestation de Jiang Qing et de ses acolytes annonce le retour aux affaires de Deng Xiaoping en 1978 après le cours intermède Hua Guofeng, successeur désigné par Mao. La réhabilitation des condamnés politiques et des grands martyrs, Peng Dehuai et Liu Shaoqi, annonce le démantèlement du maoïsme comme idéologie même si Deng Xiaoping pose, après la répression du « printemps démocratique de Pékin » de novembre 1978, quatre garde-fous censés garantir la survie du régime : la voie socialiste, la dictature démocratique du peuple, le monopole du pouvoir pour le Parti, la référence théorique au marxisme-léninisme et à la « pensée Mao Zedong ».

## Démaoïsation ou maomania ?

Trente ans de « révolution permanente » ont laissé le peuple exsangue. Le bilan du maoïsme a été sanctionné par un verdict officiel, 70 % de bon et 30 % de mauvais, néanmoins la démaoïsation n'a jamais eu lieu. L'amnésie est la règle dans les manuels scolaires. On cite quelques points positifs permettant de raccrocher la période maoïste à l'essor actuel de la Chine : l'arme nucléaire (1964), la diplomatie du ping-pong et la visite de Nixon en Chine<sup>1</sup> (1972) ou encore le retour à l'ONU (1971). L'occultation du Grand Bond en avant et de la Révolution culturelle entretient l'ignorance des plus jeunes. La Chine doit regarder vers l'avant plutôt que de rouvrir les placards d'une histoire jonchée de cadavres encombrants pour le régime. C'est sans jamais évoquer ouvertement la culpabilité de Mao que s'effectue le « travail de mémoire » : la littérature et le cinéma de cicatrice dans les années 80, puis l'œuvre corrosive des écrivains Wang Xiaobo, Yu Hua ou encore Ma Jian. Les artistes chinois ont quant à eux démontré leur sens de la dérision en transformant le Grand Timonier en objet *ready-made* ► Q31].

Ce n'est qu'à l'extérieur du pays que peut s'opérer le processus de dévoilement. En pleine Révolution culturelle, Simon Leys le premier ose dénoncer les ombres chinoises qui aveuglent une intelligentsia occidentale frappée de maolâtrie. Récemment, le médecin de Mao, Li Zhisui, révèle la frénésie sexuelle du président. De manière plus poignante, Wang Youqin dresse sur Internet un mémorial des victimes de la Révolution culturelle tandis que Hu Jie en évoque le souvenir dans ses documentaires dont la diffusion demeure illégale en Chine.

Dans la population, le culte a repris sous d'autres formes. Les produits estampillés « Chine communiste » se consomment, souvenirs et porte-bonheurs vendus sur les sites touristiques, sacs et badges à l'effigie du Grand Timonier. Personne n'échappe à une image désormais dévaluée de Mao, transformé en talisman ou incarné dans les feuilletons par des sosies qui réduisent le personnage à sa bonhomie paysanne. Le village natal de Shaoshan, haut lieu du tourisme rouge, est devenu un véritable marché. Cette vogue du kitsch socialiste s'enracine dans une population « ciblée » par le marketing patriotique. Des jeunes couples posent pour leur photo de mariage vêtus de l'uniforme de l'Armée populaire de Libération. Chez les plus vieux, cette *maomania* vient combler une perte de repères. Elle entretient la nostalgie d'une époque idéalisée, prétendument dénuée de corruption, au cours de laquelle tous les Chinois partageaient une égale pauvreté.

À l'étranger, on place souvent Mao dans la catégorie des tyrans totalitaires dont le XX<sup>e</sup> siècle n'est pas avare. En Chine, fondateur du régime, il est célébré

pour sa contribution à la renaissance de la nation. Aux yeux de ses compatriotes, il partage la démesure des bâtisseurs d'Empire, Qin Shihuang, Zhu Yuanzhang. Alternant ruse et despotisme, patience et brutalité pour venir à bout de l'adversité, Mao représente un *destin chinois*.

Cependant, les foules passent machinalement devant le portrait de Mao accroché à l'entrée de la Cité interdite et semblent visiter par devoir le mausolée du grand homme, lieu sans âme dénué de toute ferveur. Dans ce contexte, de Mao et de la période maoïste, les plus jeunes ne retiennent que ce que le régime actuel entretient : un culte marchand et routinier qui contribue à légitimer son pouvoir.

| La Chine de Mao              |  |
|------------------------------|--|
| 1934-1935                    | La Longue Marche   |
| 1937-1947                    | Période de Yan'an (base communiste dans le Shaanxi)                                |
| 1946-1949                    | Guerre civile entre le PCC et le Guomindang  |
| 1 <sup>er</sup> octobre 1949 | Fondation de la République populaire de Chine                                      |
| 1950-1956                    | Réforme agraire, nationalisation des entreprises, application du modèle soviétique |
| 1956-1957                    | Campagne des 100 Fleurs, campagne antidroitière                                    |
| 1958-1961                    | Communes populaires, Grand Bond en avant, Grande famine, rupture avec l'URSS       |
| 1966                         | Début de la Révolution culturelle  |
| 1971                         | La RPC est admise à l'ONU  |
| 1972                         | Visite du président Nixon à Pékin  |
| 1975                         | Les Quatre Modernisations de Zhou Enlai  |
| 1976                         | Mort de Mao, arrestation de la Bande des Quatre                                    |

## Pour en savoir plus

- Philip SHORT, *Mao Tsé-toung*, Fayard, 2005.
- Alain ROUX, *Le singe et le tigre. Mao, un destin chinois*, Larousse, 2009.
- Guy GALLICE, Claude HUDELLOT, *Le Mao*, Éditions du Rouergue, 2009.

### Note

1. La diplomatie du ping pong fait allusion aux rencontres sportives amicales qui opposent pongistes chinois et américains en 1971, évènement qui précède de peu le rapprochement officiel entre les deux pays.

## Peut-il y avoir une société civile durable en Chine ?

**Au cours des deux premières décennies de l'ère des réformes, plusieurs vecteurs de changement ont laissé entrevoir l'émergence d'une société civile au travers notamment du développement des ONG. Mais depuis le milieu des années 2000, le parti communiste chinois a resserré l'étau sur les voix jugées dissidentes, tout en intégrant en son sein celles qui acceptent de jouer le rôle de conseiller du prince sans chercher à défier le pouvoir en place, condamnant ainsi la société civile chinoise à n'être que l'ombre d'elle-même, un avatar baptisé « troisième secteur ».**

### Les facteurs d'émergence d'une société civile dans la Chine contemporaine

À la faveur de la politique de réforme et d'ouverture, des associations ont pu à nouveau voir le jour dès le tout début des années 1980. Dans le même temps, ont aussi émergé cadres et entrepreneurs du secteur privé, nouveaux riches et classe moyenne, autant d'acteurs non-étatiques et de groupes sociaux dont la progression a contribué à rendre plus dynamiques et complexes la structure de la société chinoise et les interactions de celle-ci avec le Parti-État. Enfin, des « salons » à l'image de ceux qui caractérisaient la France du XVIII<sup>e</sup> siècle ont même émergé au milieu des années 1980 aux côtés de médias plus progressistes, appelant à la démocratisation du pays.

Si les aspirations à une ouverture politique ont été anéanties lors de la répression du 4 juin 1989, le parti communiste chinois n'en a pas moins entamé sa longue marche vers un État de droit [► Q 16]. Depuis le début des années 1990, il a fait passer un nombre considérable de lois relatives au droit civil, au droit pénal et au droit des contrats. Lors du XV<sup>e</sup> Congrès du parti communiste en 1997, le terme État de droit (yifǎ zhiguó) fut pour la première fois officiellement inscrit dans les documents officiels au titre de principe fondamental devant encadrer la réforme du système judiciaire. Aujourd'hui, on constate que les professions juridiques sont en pleine expansion, et les citoyens dont les droits ont été bafoués peuvent désormais bénéficier des conseils de leurs experts, engageant parfois des recours en justice contre les agents du Parti-État. Sur le plan politique, les élections villageoises instaurées dans les années 1980 se sont depuis lors propagées sur le territoire ainsi qu'aux échelons supérieurs des gouvernements locaux.

Or, le processus de transition économique et notamment le démantèlement du secteur d'État ont engendré des problèmes en série, aussi complexes que colossaux : chômage urbain, migrations des ruraux vers les métropoles en quête d'emploi, disparité croissante des revenus entre villes et campagne et entre les régions, dégradation accélérée et aggravée de l'environnement, corruption, épidémie du SIDA, catastrophes naturelles, etc., autant de défis que le Parti-État ne voulait plus, ni ne pouvait plus surmonter seul, s'étant lui-même retiré en partie de secteurs tels que la santé et l'éducation, et ce en vertu du slogan « petit gouvernement, société large », devenu depuis la fin de la décennie 1980 le principe directeur de la libéralisation économique et la réforme administrative.

Le Parti-État chinois s'étant retiré de ces chantiers sociaux, des initiatives venant de la base vont dès lors prendre le relais. Constituées en « organisations sociales » ou en « unité de travail non-commerciale gérée par le peuple », ces entités se voient octroyer une existence légale quasi indépendante. Aussi les assimile-t-on aux organisations non gouvernementales (ONG). Or dans le processus de formation d'une société civile au sein d'une sphère publique autonome, le développement des ONG constitue un facteur à la fois symptomatique et essentiel, comme le titrait un rapport du *China Development Brief* en 2001 : « 250 ONG chinoises : la société civile en marche ».

### Les ONG chinoises sont-elles de véritables ONG ?

La Banque mondiale recense un million d'ONG en Chine ; des sources gouvernementales chinoises estiment le nombre des ONG fonctionnant sans aucune licence à trois millions. Les variations dépendent de ce que l'on entend par ONG mais ces chiffres montrent que la Chine prend bel et bien part à la révolution associative mondiale.

Les œuvres caritatives touchent à des fronts divers et variés et les initiatives émanent autant d'institutions que d'individus : si l'Église protestante fait figure de pionnière, catholiques, musulmans et bouddhistes se mettent aussi à créer leurs propres



Émergence de la société civile et défense des droits : ces habitants d'un quartier de Pékin protestent contre la construction d'un immeuble devant leurs fenêtres.

© F. Dulery

réseaux d'aide sociale au cours des années 2000 ; de nombreuses associations de soutien aux enfants handicapés ont été créées, formant une quasi-fédération nationale, c'est le cas notamment pour l'autisme. Dans la décennie 1990, apparaissent des centres de conseils juridiques, souvent rattachés aux départements de droit des universités, qui proposent gratuitement leurs services allant du simple conseil à la représentation lors de procès. Avec le temps, ces centres de conseils juridiques se spécialisent : défense des droits de la femme ou encore des victimes de la pollution. Certaines ONG sont étroitement liées à la recherche et se donnent pour mission d'influencer les politiques publiques. Mais ces dernières années, c'est en matière de protection de l'environnement que l'activisme se fait le plus virulent. Ces ONG surveillent les politiques publiques locales et n'hésitent pas à attirer l'attention des journalistes chinois et des autorités centrales, ou encore en appellent à leurs consœurs internationales pour davantage de couverture médiatique. Ainsi, un projet de barrage a été stoppé dans le Yunnan en 2004 sur un site classé patrimoine mondial. Cette action eut un tel retentissement que 2004 fut baptisé l'an un de l'ère des ONG en Chine.

En théorie, tout citoyen chinois peut créer sa propre ONG. Dans la pratique, il n'est pas aisé pour le citoyen ordinaire de venir à bout des obstacles administratifs s'il n'a pas de relations personnelles directes ou indirectes avec les autorités locales, ou s'il n'est pas en état de proposer des projets qui auraient l'assentiment de ces dernières. L'obligation d'être sous patronage du Parti-État constitue une entrave majeure à la marge de manœuvre des ONG chinoises. Par ailleurs, il n'est pas rare de voir des agences gouvernementales fonder leurs propres associations caritatives, et pour distinguer les ONG nées de la base des organisations davantage liées au gouvernement, est apparu par dérision le sigle d'ONGOG : « organisations non gouvernementales organisées par le gouvernement ».

## **Les ONG : un outil de politiques publiques ou une menace pour le parti communiste ?**

En dépit du contrôle exercé sur les ONG chinoises au travers des contraintes administratives, le Parti-État entretient une relation ambivalente avec celles-ci, les voyant tantôt comme un atout, tantôt comme une menace. Si bien des gouvernements locaux demeurent encore méfiants à leur égard, d'autres les ont favorablement accueillies, allant jusqu'à accepter leurs conseils en matière de gouvernance locale. Au niveau central, le ministère des Affaires civiles a introduit en 2004 de nouveaux règlements autorisant la création de fondations purement privées. Le ministère pour la Protection de l'environnement s'est pour sa part montré réceptif à la participation du public dans sa mission. Le

Conseil des affaires de l'État, quant à lui, s'appuie sur certaines ONG pour exécuter son programme de réduction de la pauvreté.

Au début des années 2000, l'esprit d'ouverture dont firent preuve les autorités centrales se répercuta sur l'ensemble de la société. Des médias et tabloïds relativement indépendants et majoritairement en ligne jouèrent un rôle important dans le discours politique au sein de la société chinoise ; de nombreux intellectuels chinois utilisèrent l'Internet pour discuter de l'évolution possible du droit et de la politique ; des juristes qui militaient activement pour le respect de la constitution et des droits de l'Homme : autant d'éléments qui attestaient du développement d'une société civile dans une ère nouvelle où le parti communiste évoluerait vers un autoritarisme plus consultatif qui non seulement tolérerait les ONG mais s'appuierait sur elles pour mener certaines politiques publiques.

Or maintenir l'ordre social afin de mieux se maintenir au pouvoir a toujours été la priorité du PCC. Et en dépit de tous les efforts déployés par le régime pour contrôler l'Internet et les technologies de la communication en général, les activistes comme les citoyens lambda n'en continuent pas moins de s'en servir pour faire avancer leur cause ou simplement relayer l'information. Les conflits sociaux se sont multipliés de façon alarmante depuis les années 2000, nourris par des décennies d'abus de pouvoir et d'inégalités de revenus. Limités dans un premier temps au milieu rural, ceux-ci touchent désormais les zones urbaines (grève des chauffeurs de taxis dans plusieurs provinces en 2009-2010), ainsi que les régions de minorités ethniques (Tibet en 2008 et Xinjiang en 2009) et les multinationales (Honda et Foxconn en 2010). Craignant de se faire renverser par une « révolution de couleur » comme en Géorgie (2003), Ukraine (2004) et Kirghizistan (2005), et qu'il croit financées en partie par les États-Unis au travers d'agences publiques et privées, le PCC a enquêté pendant deux ans sur les organisations internationales opérant sur le territoire et les organisations chinoises recevant des fonds de l'étranger. La fermeture forcée de *China Development Brief*, une publication soutenant le développement de la société civile en Chine et de *Minjian*, un magazine rapportant les projets des ONG, ou encore de Gandan Xiangzhao, une organisation luttant contre l'hépatite B, constituent des cas emblématiques de la vaste opération de nettoyage qui a eu lieu dans les mois précédents l'ouverture des Jeux olympiques de Pékin.

Le fait est que cette répression semble continuer après la clôture des JO et après les célébrations du 60<sup>e</sup> anniversaire de la République populaire : mais au lieu de décréter des fermetures pures et simples d'ONG et de s'attirer l'opprobre internationale, le régime, sous prétexte d'assainir le secteur en faisant la chasse aux ONG non formellement enregistrées, harcèle certains groupes en particulier et notamment ceux dont les actions paraissent gênantes aux yeux du pouvoir.

## Entre ombre et lumière : quelle place pour les courants alternatifs ?

Or les ONG ne sont pas les seules touchées par la répression : si en 2004 le *Southern People Weekly (Nanfang renwu zhoukan)* a listé les 50 intellectuels publics les plus influents de Chine, depuis le milieu des années 2000, leur nombre n'a cessé de se réduire, le PCC cooptant nombre d'entre eux, en leur offrant un statut et un salaire plus élevés, des logements plus spacieux, une certaine liberté pour voyager à l'étranger et pour publier, sous réserve qu'ils ne défient pas l'autorité du Parti. Outre les avocats militants (voir document ci-contre), il reste néanmoins des essayistes, des écrivains, des journalistes ou encore des défenseurs d'une cause particulière, comme Ding Zilin et le groupe des Mères de Tian'anmen, qui continuent à se battre pour leur engagement au sein d'une sphère publique de plus en plus restreinte. La condamnation à onze années de détention de Liu Xiaobo, prix Nobel de la Paix en 2010, pour avoir signé la Charte 08 – qui appelait à plus de liberté d'expression, au respect des droits de l'Homme et à la tenue d'élections libres – n'a pas empêché Yu Jie de publier son livre sur le vrai visage du Premier ministre Wen Jiabao, faisant fi des menaces d'emprisonnement à son encontre. Si après la parution de deux ouvrages sans concession, *Le Puits de la Chine* et *Comment le gouvernement chinois contrôle les médias*, He Qinglian a dû s'exiler, d'autres journalistes, comme Liao Yiwu, n'en continuent pas moins de mener leur travail d'investigation et de publier, même si leurs travaux sont de plus en plus publiés à l'étranger. En mars 2011, l'arrestation spectaculaire de l'artiste contestataire de renommée internationale Ai Weiwei, même si elle fut suivie trois mois plus tard de sa libération sous caution, illustre le climat de crispation qui prévaut suite aux « révolutions du jasmin » qui ébranlent le monde arabe, une atmosphère qui a peu de chance de s'éclaircir à l'approche du XVII<sup>e</sup> Congrès du PCC (2012), qui verra l'équipe actuellement au pouvoir passer la main. Mis à part quelques exemples notoires, dont le prix Nobel de littérature Gao Xingjian, les écrivains semblent relativement épargnés par la censure, précisément parce que leurs œuvres sont fictionnelles, même si la littérature de dénonciation des défauts de la société communiste apparue au tournant des années 1970 et 1980 a fait place depuis le début de la décennie 1990 à une forme d'écriture à la fois avant-gardiste, censée refléter l'absurdité de la modernisation à la chinoise, et néo-réaliste, voire hyperréaliste, les auteurs des années 1990 et 2000 se faisant ainsi l'écho des problèmes de fond qui divisent la société.

Au vu du resserrement du contrôle exercé par le régime sur certaines ONG et sur les intellectuels, la Chine semble de moins en moins encline à accoucher de sa société civile. En lieu et place, on assiste à la création d'un « troisième secteur » ou « d'une pseudo société civile »<sup>1</sup> dans laquelle les intellectuels

– avocats, journalistes, universitaires et activistes – qu’ils soient libéraux (pour une poursuite sans concession des réformes) ou qu’ils se réclament de la Nouvelle gauche (pour une prise en compte par l’État des problèmes sociaux engendrés par la croissance), voire de courants démocrates, endossent tour à tour le rôle de conseiller du prince ou de porte-parole de la société pour apporter leur expertise au gouvernement et l’assister dans l’élaboration de politiques publiques efficaces, à défaut d’être justes. En cooptant les membres de ses élites dans les *think tanks*, commissions et autres formes de consultation, le pouvoir les intègre dans le processus de la gouvernance et réduit considérablement par là-même les chances d’une opposition qui se développerait en dehors du système.

### Gongmeng ou le sort réservé aux militants des droits civiques

Fondée en 2003 par Xu Zhiyong, Teng Biao, Yu Jiang et Zhang Xingshui de la faculté de droit de l’université de Pékin (Beida), Gongmeng [Initiative pour une constitution ouverte] était une association d’aide et de recherches juridiques qui militait pour le respect des droits civiques et les droits de l’Homme. Les avocats qui en faisaient partie étaient célèbres pour leur engagement dans des dossiers sensibles, défendant des pétitionnaires harcelés par la police, des membres du mouvement religieux Falun Gong, ainsi que des Tibétains. Ils se mobilisèrent aussi contre l’installation obligatoire d’un logiciel de censure sur les ordinateurs chinois. Juste avant sa dissolution forcée en juillet 2009, officiellement pour cause de fraude fiscale, et condamnée à payer une amende de 1,46 million de yuans, Gongmeng s’était illustrée en assistant les victimes de la contamination du lait à la mélanine, puis en publiant un rapport critiquant la politique chinoise au Tibet. Xu Zhiyong, représentant légal de l’association, fut détenu pendant trois semaines avant d’être libéré sous caution, en attente de son procès. L’accusation de fraude fiscale vient de ce qu’il avait reversé à des victimes du régime des fonds qu’il avait reçus de l’université américaine Yale. La vingtaine d’avocats de Gongmeng n’ont pas pu renouveler leur licence. L’enlèvement de militants par des équipes de la sécurité d’État est une autre méthode d’intimidation. Ainsi, en mars 2008, Teng Biao, un des fondateurs de Gongmeng et proche du dissident Hu Jia, avait été enlevé et détenu pendant deux jours.

### Pour en savoir plus

- BONNY LING, WING LAM, Elisabeth WICKERI, TINA TAN, « La société civile en Chine : contrôles, limites et contribution à la "société harmonieuse" », *Perspectives chinoises*, 2007/3.

#### Note

1. Jean-Philippe BÉJÀ, *À la recherche d’une ombre chinoise. Le mouvement pour la démocratie en Chine (1919-2004)*, p. 244, Éditions du Seuil, 2004.

## Quelle est la place des minorités ethniques dans la nation chinoise ?

En bref...

Selon le discours officiel, la nation chinoise est une grande famille composée de 56 nationalités. Les liens historiques entre l'ethnie majoritaire Han et les ethnies minoritaires doivent une nouvelle fois être mis en perspective après les incidents qui ont frappé le Tibet en 2008, puis le Xinjiang en 2009. Au confluent des représentations symboliques, du développement économique et de l'unité politique, l'intégration de ces populations demeure un enjeu majeur pour le gouvernement central.

### L'Empire et ses marges : des 4 barbares aux 56 nationalités



© Mludan

Dans le quartier tibétain de Chengdu.

Dans le modèle cosmogonique traditionnel, l'Empire chinois occupe une position centrale sous le ciel. Il dispense les vertus de la civilisation aux peuplades barbares placées aux quatre orientes. Par opposition aux Chinois de la plaine centrale, sédentaires et agriculteurs, les nomades des steppes et des déserts, chasseurs cueilleurs des forêts du Sud sont proches de l'animalité. Intrinsèquement inférieurs (les taxinomistes ont recours aux radicaux de l'herbe ou de l'animal pour les désigner), ils peuvent être absorbés à divers degrés en reconnaissant leur allégeance à l'empereur chinois selon l'adage bien connu : « un barbare qui connaît les rites est un Chinois, un Chinois qui les ignore est un barbare ». Le modèle universaliste de l'Empire s'est construit face à la menace permanente de l'étranger proche : Xiongnu sous les Hans, populations turcophones ou

tibétaines sous les Tang puis Mongols et Mandchous. Les empereurs pouvaient les annexer, les contenir à l'extérieur des frontières en bâtissant des murailles, les contrôler par le commerce ou les amadouer par le biais du tribut annuel ou des alliances matrimoniales. Parfois les barbares s'emparaient de la Chine et devenaient les plus ardents thuriféraires de la supériorité culturelle du centre sur sa périphérie, c'est le cas de l'empire Qing qui englobe la Mandchourie au Nord-Est, la Mongolie, puis annexe au XVIII<sup>e</sup> siècle ses marches lointaines, Tibet et Turkestan (ce dernier devient vers 1750 le Xinjiang : « nouvelles frontières ») et les administre par le biais de l'armée et de ses fonctionnaires. L'empire Qing est par nature pluriethnique et lorsque les révolutionnaires, Sun Yat-sen en tête, élaborent un agenda nationaliste, c'est le modèle d'une nation conduite par les Hans, ethnie majoritaire mais qui inclut d'autres groupes ethniques dans la continuité impériale qui prévaut. Selon ces discours qui ont pour but de promouvoir la cohérence de l'État-nation, les diverses nationalités qui composent la grande nation chinoise sont toutes unies par des liens de sang, dans une même continuité biologique.

Après 1949, la RPC réinvestit les régions de l'Ouest : le Tibet en 1951 et le Xinjiang passé entre temps sous tutelle soviétique. Dans la ligne de la conception stalinienne des nationalités, la nation Han historiquement plus avancée guide les ethnies minoritaires sur la voie du socialisme. Les instituts de recherche sur les nationalités sont chargés d'identifier et de catégoriser les nationalités qui composent la République populaire de Chine. Leur folklore et leurs coutumes sont inventoriés. On en arrive progressivement, et parfois artificiellement, à l'identification de 56 *mínzú* (nationalités), l'ethnie majoritaire Han et 55 ethnies minoritaires. L'homogénéité de la nation chinoise est sur le papier garantie par le principe d'égalité entre les nationalités qui la composent.

Les Hans forment 92 % de la population tandis que les ethnies minoritaires représentent les 8 % restants. Face à l'homogénéité supposée du peuplement Han, les ethnies minoritaires composent une mosaïque des plus diverses, de par leurs langues, modes de vie et religions. On peut citer au Nord-Ouest les populations turcophones – Ouïgours, Kazakhs – Tibétains au Sud-Ouest, Mongols, Mandchous, Coréens et autres groupes altaïques au Nord-Est, ensemble composé au Sud : Miao, Yao, Tujia, Zhuang, Yi...

Le principe d'autonomie garantit la représentation des ethnies minoritaires à l'Assemblée nationale populaire. Elles jouissent en outre de certains droits : aménagements de la politique de l'enfant unique, quota d'accès aux universités. Cinq régions autonomes sont créées dans les années 50 et 60 : Mongolie intérieure, RA des Hui du Ningxia, des Ouïgours du Xinjiang, des Zhuang du Guangxi et du Tibet.

## La gestion de la question des nationalités par le pouvoir central

La question de l'allégeance des populations allogènes au pouvoir central est toujours un enjeu crucial pour le régime. Le contrôle des marges de la RPC est lié à la politique frontalière et aux grands équilibres géopolitiques régionaux mais aussi au développement et à la gestion des ressources dans des territoires peu peuplés mais qui représentent 60 % de la superficie globale du pays. Cette question touche enfin à l'enjeu majeur des migrations internes au sein du territoire. Depuis les années 50, le pouvoir central a tour à tour ou simultanément usé de divers procédés pour renforcer son emprise :

- Un contrôle étroit de l'administration et des processus de décision. Si les élites politiques locales ont des postes au sein de l'administration des régions autonomes, le secrétaire du Parti est invariablement un Han, nommé par le centre ;
- La destruction du patrimoine et la répression religieuse ;
- La collectivisation des terres, la sédentarisation forcée des éleveurs (Mongolie intérieure, Xinjiang, Tibet) ;
- Les transferts massifs de population Han, à l'initiative du gouvernement central (Brigades de production du Xinjiang depuis les années 50, jeunes instruits pendant la Révolution culturelle) ou encouragés depuis les réformes à partir des années 80. En Mongolie intérieure, les Hans représentent désormais 80 % de la population ;
- La répression des mouvements politiques autonomistes ou indépendantistes ;
- L'imposition du modèle culturel Han par l'éducation, l'enseignement du mandarin, la télévision et la radio ;
- Le nivellement des particularismes par le développement économique et l'urbanisation (Xinjiang, Tibet), la pauvreté de ces régions alimente l'exode vers les villes ou vers les provinces côtières et accélère la dissolution du lien social ;
- La promotion d'une symbolique lénifiante. Dans les représentations véhiculées par les médias, les minorités sont réduites à leur folklore : cuisine, vêtements, danses et coutumes insolites (exposées dans des *minzúcūn*, parcs d'attractions, des grandes villes de l'Est). Avec l'essor du tourisme intérieur, c'est un certain primitivisme réducteur qui domine avec l'image des grands espaces et du paradis perdu (la région de Shangrila au Yunnan). Cet exotisme forme une version romancée du discours évolutionniste officiel sur l'arriération historique des ethnies minoritaires. La thèse du développement nécessaire de ces régions arriérées semble largement répandue dans la population, prompte à stigmatiser l'ingratitude des locaux.

À l'inverse de régions désormais solidement « hanifiées » par le pouvoir central (Mongolie intérieure, Mandchourie), le Xinjiang et le Tibet demeurent des « périphéries contestées ».

### Le Xinjiang, une future Tchétchénie ?

Malgré l'accès au statut de région autonome depuis 1955, l'emprise du gouvernement central sur le Xinjiang est assimilée par les populations locales à un colonialisme. Les corps de production et de construction du Xinjiang, à l'origine constitués de paysans-soldats, monopolisent un tiers des terres (fermes d'État, entreprises, usines, services) et représentent un quart d'une production industrielle largement subventionnée par le gouvernement central. Les Hans y représentent désormais 40 % de la population (5 % en 1949), essentiellement présents dans les centres urbains. L'exploitation des ressources minières et des hydrocarbures a entraîné une augmentation du PIB régional qui ne profite guère à une population allogène déclassée qui a le sentiment de devenir étrangère dans sa propre région. C'est également au Xinjiang que se situe le centre d'essais nucléaires du Lop Nor.

#### Les émeutes de juillet 2009

Le 5 juillet 2009, des émeutes interethniques éclatent à Urumqi, capitale de la région autonome, peuplée à 72 % de Hans et 12 % d'Ouïgours. Ces émeutes constituent le point culminant de tensions et de frustrations accumulées ces vingt dernières années. Le bilan officiel est de 183 morts (137 Hans, 46 Ouïgours). Dans les semaines qui ont suivi les émeutes, les liaisons satellitaires à destination du Xinjiang ont été coupées. Des milliers d'arrestations ont été organisées et des condamnations à mort ont été prononcées. Selon la version officielle, les émeutiers ouïgours auraient été manipulés depuis l'étranger, notamment par le Congrès mondial Ouïgour présidé par la femme d'affaires Rebiya Kadeer.

Les disparités socio-économiques attisent les antagonismes ethniques. Les postes clés au sein de l'administration comme dans les entreprises privées sont détenus par les Hans. Le système éducatif à deux vitesses concourt au discrédit de la langue ouïgoure. Un élève qui a suivi un cursus scolaire en ouïgour n'a aucune chance d'occuper un poste qualifié pour lequel la maîtrise du mandarin est indispensable. Les transferts d'une main d'œuvre concurrente sont facilités par le désenclavement routier et ferroviaire dans le cadre de la politique de développement du Grand Ouest depuis 2001. Ajoutons à cette politique

d'absorption la destruction du patrimoine ouïgour pour satisfaire les appétits des promoteurs immobiliers, la « restructuration » récente du centre-ville de Kashgar en est un exemple parmi d'autres. Ces phénomènes concomitants exacerbent le mal-être ouïgour.

La résurgence de mouvements indépendantistes clandestins est favorisée à partir des années 90 par les bases arrière que constituent désormais les républiques d'Asie centrale turcophones (en premier lieu le Kazakhstan) qui abritent de fortes communautés ouïgoures et avec lesquelles la proximité linguistique et culturelle est forte. Avec l'effondrement de l'URSS, puis la guerre en Afghanistan et la montée en puissance d'un islamisme jugé contagieux, les autorités durcissent leur contrôle sur les activités religieuses et culturelles. Les émeutes de Yining en 1997, les attentats perpétrés au Xinjiang et à Pékin renforcent la répression. Après le 11 septembre 2001, le régime associe clairement les mouvements indépendantistes ouïgours au jihadisme international. Il s'agit de démontrer aux USA que la RPC est du bon côté. Sans pour autant que l'unification de ces mouvements ou leur affiliation à Al Qaeda soit démontrée, Pékin obtient l'inscription d'un mouvement ouïgour sur la liste des organisations terroristes par le Congrès américain tandis que l'Organisation de coopération de Shanghai réunit la Chine, la Russie et quatre républiques d'Asie centrale dans un partenariat stratégique et économique dont l'un des principaux objectifs est la lutte contre les trois fléaux que sont le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme.

### **Quel avenir pour les Tibétains ?**

Selon le discours officiel, réaffirmé depuis les émeutes de Lhasa de 2008 et les incidents sur le parcours de la flamme olympique, le Tibet est partie intégrante de la nation chinoise *depuis toujours*. Relativement contrôlé par les Qing au XVIII<sup>e</sup> siècle, le Tibet jouit d'un statut de quasi-indépendance entre 1912 et 1951, date à laquelle les troupes communistes « libèrent » Lhasa. Les autorités de Pékin remodelent en profondeur le gouvernement tibétain suite au soulèvement de 1959 et à l'exil en Inde du 14<sup>e</sup> Dalaï Lama. La partie centrale du Tibet (Uzang) devient une république autonome en 1965, amputée de ses franges orientales (l'Amdo, le Kham, réparties entre les provinces du Sichuan, du Gansu, du Qinghai et du Yunnan). La destruction des monastères et la féroce répression contre les religieux qui s'abattent sur la République autonome du Tibet durant la Révolution culturelle, la répression des émeutes de 1989 (par Hu Jintao, alors secrétaire du PCC au Tibet) contribuent à alimenter un sentiment nationaliste, sous l'impulsion d'une communauté en exil regroupée autour de la figure prestigieuse du Dalaï Lama qui préconise une véritable autonomie de la région et a réaffirmé son opposition à l'indépendance. Deux mille Tibétains

quittent chaque année clandestinement le territoire. Le gouvernement central persiste ces dernières années dans son refus de la moindre concession et poursuit une politique de répression en s'attaquant aux symboles de la religion tibétaine : désignation du Panchen Lama, soumission du choix des réincarnations des bouddhas vivants à l'administration des affaires religieuses...

Comme au Xinjiang, l'argument du développement est invoqué. Libéré du servage, la population tibétaine récolterait aujourd'hui les fruits de la croissance et de la politique de développement du Grand Ouest symbolisée par l'achèvement en 2007 du tronçon ferroviaire Tibet-Qinghai. En réalité, les investissements massifs opérés au Tibet profitent majoritairement à des compagnies extérieures à la région qui emploient une main d'œuvre de migrants, essentiellement dans le domaine de la construction, de l'exploitation minière et du tourisme. Le PIB par habitant demeure le plus faible de Chine. L'administration est profondément « hanifiée », la maîtrise du mandarin étant un obstacle insurmontable pour une population illettrée à 40 %. Les villes sont désormais peuplées majoritairement par des migrants hans tandis que la population rurale, agriculteurs ou éleveurs mobiles, est l'objet depuis 2006 d'une campagne de sédentarisation et de regroupement dans le cadre des nouveaux villages socialistes. Ces mesures récentes, sous l'impulsion du secrétaire du PCC Zhang Qingli, proche de Hu Jintao, témoignent de la volonté de Pékin de résoudre une fois pour toutes la question de l'absorption des nationalités. Il s'agit en l'occurrence d'opérer des transformations sociales profondes dans lesquelles peu d'aspects de la vie seront mis à l'écart.

### Vers une évolution des politiques ?

Plusieurs dissidents chinois (Wei Jingsheng, Liu Xiaobo) ont appelé à une réappréciation de la politique gouvernementale au Tibet et au Xinjiang. C'est aussi le cas de personnalités de la sphère publique, juristes engagés dans la défense des droits individuels ou intellectuels tel Wang Hui, qui associent la persistance des tensions au Tibet à l'aggravation des inégalités sur l'ensemble du territoire depuis les réformes. Wang Lixiong, dans son ouvrage *Nos territoires de l'Ouest, votre Turkestan oriental*, stigmatise la politique d'intimidation des cadres locaux. Au lendemain des émeutes d'Urumqi, des responsables politiques se sont ouvertement interrogés sur la politique ethnique menée au Xinjiang tandis que le gouvernement, confronté à la dégradation de son image dans les pays musulmans, n'a eu de cesse de réaffirmer son attachement au bien-être des populations locales.

## La classe moyenne chinoise existe-t-elle ?

**Une frange toujours plus importante de la population urbaine accumule les signes extérieurs de la prospérité et du bien-être : maison, objets en tout genre... C'est avant tout au sein de la sphère privée que cette révolution s'est opérée. La formation d'une classe moyenne élargie est un facteur légitimant pour le pouvoir politique. Par son rôle de tampon entre les élites et les plus pauvres, elle atténue les tensions et garantit la stabilité et l'harmonie du corps social. Les slogans n'ont cessé de célébrer la marche en avant de la population vers l'aisance modeste (xiǎokāng). Pourtant, la question se pose : cette classe moyenne chinoise idéale n'est-elle qu'un mirage vide de substance ?**

### Comment dénombrer et identifier les membres de la classe moyenne ?

La définition des classes moyennes en Chine est l'objet de débats sans fin. En 2005, une enquête réalisée par la sociologue Zhou Xiaohong dans cinq grandes villes du pays (Pékin, Shanghai, Nankin, Guangzhou et Wuhan) énonce trois critères d'appartenance à la classe moyenne : un revenu mensuel supérieur à 5 000 yuans, l'exercice d'une profession d'encadrement ou de direction (cadres du gouvernement et du PCC, chefs d'entreprise, cols blancs des entreprises étrangères, membres des professions libérales, etc.) et une formation universitaire supérieure. D'après les résultats de l'enquête, 11,9 % de la population urbaine rempliraient ces conditions. Les plus optimistes estiment que 300 millions de chinois ont d'ores et déjà franchi le seuil et qu'en 2020, 40 % des actifs appartiendront à la classe moyenne.

Alors qu'en 2005 46 % des individus interrogés dans le cadre d'un sondage organisé par l'Académie des Sciences sociales se considéraient comme faisant partie des classes moyennes, en 2009, un sondage de *China Newsweek* s'adressant à des individus réunissant les critères de revenu, de profession et de diplôme énoncés par Zhou Xiaohong montre que 70 % des sondés se considèrent plutôt comme aspirant à une classe moyenne en formation. L'évolution des représentations reflète les difficultés de cette population urbaine à se positionner. Un sondé énumère ses propres critères : une maison, une voiture, des revenus stables, un niveau d'épargne correspondant à six mois de salaire, partir en vacances chaque année, des voyages fréquents, des sorties au restaurant et au cinéma, vivre non pas pour subsister mais pour rechercher l'épanouissement personnel. Ces considérations rappellent que la construction d'une classe

moyenne repose également sur des critères de distinction, de style de vie et de perception subjective.

Aux États-Unis, la *middle class* composée d'« américains moyens » représenterait la majorité de la population, un idéal que la publicité fait miroiter au consommateur urbain chinois. Zhou Xiaohong rappelle cependant qu'invoquer le modèle de la *middle class* américaine (deux voitures, une villa avec jardin, une famille de trois enfants) est absurde. Il est nécessaire d'adapter les critères de définition de la classe moyenne à la réalité chinoise.

### L'accès à la propriété comme invention d'une nouvelle stratification sociale

Les citoyens chinois quadragénaires qui forment le cœur de cible des campagnes publicitaires sont suffisamment âgés pour avoir connu l'époque de la promiscuité du logement au sein de l'unité de travail, des vêtements monochromes et des tickets de rationnement. Ce passé collectif révolu est difficilement concevable pour les enfants uniques de vingt ans qui ont toujours eu à portée de vue, sinon de bourse, des vitrines bien achalandées. Les récits de vie célèbrent cet accès à l'espace privé comme une libération soudaine.

#### Ne pas oublier le passé, profiter du présent, préparer l'avenir

M. Z., cadre du ministère de l'Éducation de la province du Hunan, envoyé à la campagne durant la Révolution culturelle, a connu plusieurs vies. Il y a encore cinq ans, il était logé avec son épouse et sa fille dans une seule pièce attribuée par l'unité de travail. Toilettes et cuisine étaient partagées avec les collègues. L'épouse décide d'abandonner le « bol de riz en fer » du fonctionariat et de se « jeter à la mer » au milieu des années 90 pour travailler dans le commerce du bois. Les profits réalisés permettent en 2004 l'achat à crédit d'un quatre pièces de 150 mètres carrés, que le couple aménage avec goût en faisant l'acquisition de meubles en bois précieux. Outre le confort et l'espace, la principale satisfaction de Z. est la construction d'un véritable foyer, à l'écart du lieu de travail. En deuxième lieu vient la fierté d'avoir pu offrir à sa fille des conditions de vie privilégiées durant les difficiles années du lycée. La famille achète une Citroën ZX et consacre une partie de son budget aux loisirs : équipement informatique, karaoké, carte de sport de la résidence. L'épargne demeure néanmoins un souci constant, en prévision des études de leur fille aux États-Unis.

Cet exemple de construction réussie de l'espace familial montre que la révolution immobilière urbaine des années 90 et 2000 est souvent vécue par les propriétaires comme un phénomène émancipatoire. L'accès à la propriété est considéré comme une étape essentielle en Chine. Les barres d'immeubles vétustes de style soviétique coexistent désormais avec des complexes de

standing conçus selon le modèle américain de la résidence sécurisée (*gated community* [► Q27, p. 128]). En rupture avec l'égalitarisme et la promiscuité de l'époque maoïste, la privatisation de l'immobilier favorise l'émergence de « bons quartiers » assurant l'accès aux meilleurs services (espaces verts, centres commerciaux, hôpitaux, écoles d'élite). À l'abri de ces oasis, les nouveaux acquéreurs sont entre pairs : cols blancs, *salarymen* des entreprises mixtes, médecins, artistes, journalistes... Cependant, à Pékin et Shanghai, les restructurations successives entraînent la « gentrification » des centres anciens que la population d'origine a désertés, mise hors course par la flambée des prix.

### Accumulation d'objets et construction d'un espace privé

L'héroïne *careerwoman* du bestseller *Journal de l'ascension de Du Lala* présente sa conception d'une société désormais polarisée par les deux mythologies de la Chine contemporaine que sont le logement et la voiture : « *Les petits salariés, c'est-à-dire les pauvres, ceux qui prennent les transports en commun et doivent économiser le moindre sou pour rembourser leur prêt immobilier. Ensuite, les managers, la classe moyenne, ceux qui n'ont pas besoin d'emprunter pour acheter leur appartement. Le manager typique possède une Audi. Ensuite, il y a les directeurs qui habitent dans les villas des bons quartiers. Ils peuvent utiliser la voiture de la société à leur guise. Au sommet, il y a les présidents. Ils ont des gardes privés pour leur villa, un chauffeur et ils voyagent en première classe* ».

La voiture, deuxième étape dans la construction de la sphère privée, est désormais à la portée de nombreux consommateurs urbains<sup>1</sup>, mais il s'agit d'un marqueur ambigu. Son acquisition permet de s'affranchir de la tyrannie des transports en commun, mais les faits divers impliquant des bolides meurtriers attisent la haine du riche.



© P. Morgan

Nouveaux loisirs : piscine en plein air, parc Tuanjiehu, Pékin.

Malgré tous ces sacrifices, une fois les clés en main, le logement est la sphère d'un nouvel épanouissement familial reposant sur l'aménagement intérieur et l'acquisition d'objets emblématiques. Le succès du concept IKEA<sup>2</sup> dans les grandes villes chinoises a généré la multiplication d'enseignes d'ameublement et de

bricolage. L'électroménager de base<sup>3</sup> étant largement répandu dans les ménages urbains depuis le milieu des années 90, l'effort d'équipement des consommateurs chinois porte désormais sur l'audiovisuel (écrans plats), l'informatique<sup>4</sup>, la téléphonie mobile<sup>5</sup>, l'éducation et les loisirs de l'enfant (piano, ordinateur, console de jeu).

Le chien est à la fois un nouveau protagoniste de l'espace privé et un bien de prestige que l'on exhibe lors de la promenade quotidienne. Le propriétaire, obligatoirement résident urbain, lui consacre une fraction importante de ses revenus : en moyenne mille euros par an (certificat d'enregistrement, nourriture, soins).

### Vers un effondrement des classes moyennes ?

La plupart des analystes sont d'accord pour observer qu'une économie spéculatrice et prédatrice reposant entièrement sur l'immobilier risque de faire implorer cette classe émergente, asphyxiée par l'emprunt<sup>6</sup>. La construction de logements à prix modérés semble prioritaire. Parmi d'autres facteurs, on cite la difficile insertion sur le marché du travail des jeunes diplômés ► Q23], la faiblesse des effectifs de la fonction publique, l'absence d'assurance vieillesse et de couverture médicale, la politique du *hùkòu* qui entrave les perspectives d'ascension sociale des migrants.

M. L., 34 ans, cadre dans une société mixte, est un représentant typique de ces classes moyennes émergentes. Ses revenus de 12 000 yuans<sup>7</sup> par mois lui permettaient jusqu'à très récemment de vivre une existence de célibataire insouciant : achat d'une voiture japonaise, vacances à Hainan ou en Thaïlande, cinéma et restaurant. Dans la perspective de son prochain mariage, il envisage de devenir propriétaire. Sous la pression de sa belle-mère<sup>8</sup> (selon un syndrome bien connu, pas de mariage sans maison), il décide de franchir le pas malgré le prix exorbitant des appartements à Pékin. Ce sera un cent mètres carrés acheté à crédit sur 25 ans grâce à l'aide de ses parents retraités. Désormais, le couple fait partie de ces esclaves du logement (*fángnú*). Les remboursements mensuels engloutissent le salaire entier de L. À cela s'ajoutent les frais d'hospitalisation inattendus de son père. L. a dû se résoudre à vendre la voiture, les frais de parking de la résidence étant trop élevés. Finis les sorties du week-end, les vacances et le shopping pour le couple qui vit désormais sur un budget de 2 000 yuans par mois. L. dort mal dans son nouvel appartement. Préoccupé par l'état de santé de son père et par sa situation financière, il n'a pas atteint cette année les objectifs qui lui étaient assignés et se retrouve dans une position délicate au sein de son entreprise<sup>9</sup>.

Avec le développement d'une sphère privée, c'est le désir de comparer, de se rassurer, de faire partie des gagnants qui importe. L'érosion du pouvoir d'achat

des classes moyennes dans les pays riches est un phénomène régulièrement évoqué par les médias. La nouvelle classe moyenne chinoise n'échappe pas à la règle, elle est avant tout une classe laborieuse et anxieuse, qui doit lutter pour maintenir son niveau de vie.

### La résidence Upper East Side à Pékin



© F. Duléry

Cette résidence fut construite par des architectes étrangers. Les propriétaires, qui côtoient les expatriés étrangers, sont invités à vivre une *success story* à l'américaine. Le mètre carré atteignait 3 000 euros en 2009. Les habitants d'Upper East Side aspirent à un bien être sûr. Les entrées sont filtrées jour et nuit par des gardes en uniforme. C'est la valeur du mètre carré qui redéfinit l'espace urbain et induit une ségrégation transposée à l'intérieur même des résidences : les plus aisés occupent les duplex des étages supérieurs tandis que les dortoirs des employés, migrants venus des campagnes, sont confinés à l'obscurité des sous-sols, à l'abri des regards.

### Identité en construction et stabilité politique

Le régime vante les attributs d'une classe moyenne idéale: qualité socio-éducative, responsabilité citoyenne, goût de l'effort, volonté de progresser, propension à l'épargne. Ces comportements vertueux feraient de cette classe moyenne en formation un modèle à suivre pour l'ensemble du corps social et un contre-modèle à l'enrichissement par la corruption et les relations.

Qu'en est-il de cette harmonisation des clivages sociaux tant vantée par le pouvoir politique ? Loin de gommer les différences, l'accès à la consommation révèle et accentue les fractures de la société<sup>10</sup>. La tentation est grande pour ceux qui se sont enrichis en premier de fermer la porte aux populations dites vulnérables, elles-mêmes attirées par les promesses d'une vie meilleure sans avoir les moyens de franchir le seuil. Dans les grandes villes, les nouveaux propriétaires pestent contre la proximité de quartiers de migrants qui dévalorisent l'image de leur résidence, tout en clamant leur haine des riches qui se croient tout permis. Se considérant comme faisant partie du peuple, ils n'hésiteront plus en cas de conflit d'intérêts à se regrouper pour faire valoir leurs droits et attaquer une collectivité ou une entreprise devant un tribunal. Assisté-t-on à l'émergence d'une conscience citoyenne<sup>11</sup> ou à la défense égoïste d'intérêts acquis ?

L'ascension sociale est génératrice de sacrifices et d'anxiété. Les classes moyennes chinoises sont des classes laborieuses : heures supplémentaires et crédit immobilier au risque de devenir des « esclaves du logement ». Il faut encore mettre de l'argent de côté pour la retraite, pour d'éventuels frais médicaux et surtout pour l'éducation de l'enfant. Il est encore loin le rêve (correspond-il à une réalité ?) d'une *middle class* à l'américaine. La classe moyenne chinoise est pour le moins une classe imaginée, sinon imaginaire.

## Pour en savoir plus

- Jean-Louis ROCCA (dir.), *La Société chinoise vue par ses sociologues*, Les Presses de Sciences Po, 2008.
- Christophe JAFFRELOT et Peter VAN DER VEER, *Pattern of Middle Class Consumption in India and China*, Sage Publications, 2008.

### Notes

1. Les marques nationales (QQ, Chang'an) proposent des prix d'appel à 4 000 euros.
2. Sept magasins en Chine en 2009.
3. Machine à laver et réfrigérateur sont présents dans plus de 95 % des foyers urbains (Bureau des Statistiques, année 2007).
4. 53 ordinateurs pour 100 foyers urbains (ibid).
5. 165 appareils pour 100 foyers urbains (ibid).
9. Le succès de la série télévisée « Woju », qui évoque les difficultés qu'éprouvent les urbains pour se loger à des prix acceptables, montre combien la question est devenue sensible.
7. Environ 1 200 euros.
8. Phénomène que les professionnels de l'immobilier identifient comme « l'effet de la belle-mère ».
9. Résumé d'un article de *China Newsweek*, 2009.
10. Le coefficient de Gini, qui mesure les inégalités de revenus, est en augmentation de 0,5 en Chine (0,36 en France, l'égalité parfaite correspond à la valeur 0).
11. Quelques événements sont souvent cités en exemple, comme la révolte verte de Xiamen en 2007, manifestation de protestation massive des riverains contre la construction d'une usine chimique ou encore la mobilisation des habitants d'un quartier de Shanghai en 2008 contre l'extension du train à grande vitesse MAGLEV.



## Dans la collection « Questions ouvertes »

### Ouvrages parus

Regards sur le patrimoine  
L'eau, une ressource durable ?  
Les droits de l'enfant  
Aujourd'hui l'Allemagne  
Aujourd'hui l'Espagne  
Aujourd'hui le Royaume-Uni  
Les développements durables  
Aujourd'hui la Russie  
Défense et sécurité de la France au XXI<sup>e</sup> siècle

des extraits de ces ouvrages peuvent être consultés à l'adresse :  
[www.crdp-montpellier.fr/QO](http://www.crdp-montpellier.fr/QO)

### Ouvrages en préparation

Aujourd'hui les États-Unis d'Amérique  
Aujourd'hui l'Union européenne  
La vie politique et les institutions de la France  
Histoire des esclavages

## Sélection d'ouvrages parus dans la collection « 99 questions »

Notre planète Terre dans l'Univers  
Les droits des femmes  
La France sous l'Occupation  
Les relations internationales de 1945 à 1989  
Le Maghreb  
La vie des Français aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles  
La Révolution française  
La Méditerranée au XII<sup>e</sup> siècle  
L'Afrique noire  
La Mésopotamie

Les ouvrages parus peuvent être consultés et achetés  
dans toutes les librairies du réseau Scéren  
(CDDP, CRDP et Librairie de l'éducation, 13, rue du Four – 75006 Paris),  
ainsi que sur le site [www.sceren.com](http://www.sceren.com)

## Aujourd'hui la Chine

En quelques années, la Chine est devenue une puissance mondiale rivalisant dans tous les domaines avec les pays qui, depuis des siècles, dominaient le monde. La Chine lointaine, inconnue, mystérieuse à tant d'égards s'efface devant une Chine nouvelle, conquérante, qui impose son fantastique rythme de croissance à toute la planète.

Pour autant il y a bien une spécificité chinoise. Après avoir subi les projets les plus utopiques du xx<sup>e</sup> siècle, le peuple chinois est loin de connaître la liberté, la protection sociale, la relative aisance de nos sociétés de consommation. Mais il s'en rapproche, dans un climat de tensions croissantes qui opposent urbains et ruraux, militants de la société civile et fonctionnaires corrompus, journalistes, internautes, étudiants assoiffés de liberté et État-Parti résolu à maintenir un régime autoritaire.

Pour nous aider à mieux comprendre ce pays fascinant, une équipe d'enseignants et de chercheurs, résidant en Chine, nous propose des réponses aux principales «questions ouvertes» que suscite l'évolution de la société chinoise, de sa vie culturelle, de son système politique et socio-économique à l'heure de la mondialisation.



La collection « Questions ouvertes », rédigée par des spécialistes, éclaire ce qui peut être sujet à controverse et problématique pour mieux saisir les enjeux de nos sociétés. Les thèmes traversent aussi bien les programmes d'enseignement que les débats d'actualité.

Directeur de collection : Jean-Pierre Comert

PRIX : ..... 17,90  
ISSN : ..... 1969-5543  
ISBN : ... 978-2-86626-429-1  
RÉF : ..... 340QA064



9 782866 264291